

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 juillet 2023

INDUSTRIE VERTE - (N° 1512)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 646

présenté par

Mme Spillebout, M. Olive, M. Fait, Mme Agresti-Roubache, M. Vuibert, M. Ledoux, M. Fuchs,
Mme Métayer, Mme Piron, M. Lovisolo et M. Falorni

ARTICLE 4

I. – À l'alinéa 13, substituer aux mots :

« un processus de production »,

les mots :

« une plateforme industrielle ».

II. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« si »

le mot :

« lorsqu'il ne nécessite pas d'opérations de préparation, de tri ou de traitement, et à condition que ».

III. – En conséquence, compléter ledit alinéa par la phrase suivante :

« Si un prétraitement spécifique aux déchets est nécessaire sur site pour entrer dans le processus de production, celui-ci doit être classé au titre des rubriques de traitement de déchets 27xx adaptées. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En commission spéciale, un amendement a inséré une nouvelle disposition permettant à un résidu de production, utilisé dans un processus de production hors plateforme industrielle, de ne pas avoir

le statut de déchet. Cette procédure aura un impact négatif sur l'ensemble de la filière et pourrait concerner plusieurs millions de tonnes de déchets. De plus, ce dispositif ne s'appliquerait pas uniquement aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), mais également aux installations industrielles hors ICPE, ce qui serait dangereux pour l'environnement et la santé humaine. Cet amendement risque de desserrer les exigences environnementales en facilitant le contournement des critères de sortie du statut de déchet alors que ce statut joue un rôle essentiel : limiter les risques pour l'environnement et la santé publique.

Dans une volonté d'améliorer le dispositif, cet amendement souhaite conditionner ce dispositif aux seules plateformes industrielles, définies suivant ainsi l'esprit du texte initial porté par le Gouvernement. Cet amendement a été rédigé avec Federec.